



**PRÉFET
DE LA NIÈVRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

NEVERS, le 24 juin 2021

Service eau, forêt, biodiversité
Affaire suivie par : Sophie MONTAROU
Tél : 03 86 71 71 71
courriel : ddt-sefb@nievre.gouv.fr

GFA DE LA METAIRIE BUCHET
LA METAIRIE BUCHET
58 150 POUILLY SUR LOIRE

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
Création d'un forage agricole à des fins d'irrigation sur la commune de POUILLY-SUR-LOIRE.
Accord sur dossier de déclaration.
Réf. : 58-2021-00066

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Création d'un forage agricole à des fins d'irrigation - Réf. cadastrale : ZE n° 2
sur la commune de POUILLY-SUR-LOIRE**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 11 mai 2021, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier. Vous devez avertir mon service de la date de début des travaux au moins 15 jours à l'avance.

Cet accord porte uniquement sur la réalisation d'un forage et non sur l'utilisation de la ressource en eau à partir de cet ouvrage. Après réception par mes services du rapport de fin de travaux, et au vu de sa conclusion, une demande d'autorisation de prélèvement devra être déposée (elle pourra être incluse dans la demande d'autorisation temporaire de prélèvement d'eau déposée chaque année par le mandataire regroupant l'ensemble des demandes de prélèvement d'eau à des fins d'irrigation dans la Nièvre) et un arrêté de prescriptions complémentaires pourra être pris.

À cet effet, je vous informe que l'éventuel prélèvement d'eau dans ce forage sera conditionné au volume maximum prélevable dans ce secteur (cf. disposition 7B2 du SDAGE Loire-Bretagne consultable à l'adresse <https://sdage-sage.eau-loire-bretagne.fr>). Aucun nouveau prélèvement ne peut être accordé en cas d'atteinte de ce volume maximum prélevable, et une répartition des volumes déjà attribués devra être envisagée.

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de POUILLY-SUR-LOIRE pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la NIEVRE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef de Service,
Eau - Forêt / Biodiversité

Muriel FILLIT

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)